









UNILEVER : désengagement des sites industriels en France

Pour Unilever, la France reste-t-elle un pays stratégique ?

Il y a 20 ans nous étions exactement 9970 salariés Unilever en France, aujourd'hui, nous sommes moins de 2000 salariés. Cette politique de restructuration massive a pour conséquence de nombreuses suppressions d'emplois sur le territoire et ce désengagement de la multinationale a engendré de profond désarroi et de graves situations sociales.

Depuis longtemps nous alertons d'une dégradation du climat social au sein d'Unilever France. Avec l'annonce de KRAFT en 2017, cette situation s'est fortement dégradée.

Depuis, le siège a connu une nouvelle fois un PSE, Unilever a cédé la marque et l'usine de production **Alsa** et maintenant elle vend le site de production de Saint vulbas tout en conservant la marque **SUN**, pourtant, prôné par nos dirigeant comme une usine exemplaire sur tous les angles,

preuve que l'on ne peut pas se fier aux propos de nos dirigeants, même quand ils parlent en bien!

Toujours en 2017, Unilever vend ses margarines pour garder le soutien de ses actionnaires pour un montant de 6,8 milliards d'€!



Qui sera le prochain?

Malheureusement venant d'Unilever rien de nouveau sur sa façon de faire, nous restons toujours une variable d'ajustement pour satisfaire et accroitre le gavage des actionnaires, Unilever poursuit sa politique de casse sociale comme si elle était dans un contexte de survie ; pour Unilever, la crise n'existe pas, bien au contraire. (Sur les 9 dernières années, c'est plus de 57 milliards d'€ de bénéfices pour Unilever et pour les actionnaires, c'est plus de 32 milliards d'€!)

Que l'on soit au siège ou dans les usines les mots d'ordre sont identiques, il faut assurer la compétitivité et la pérennité du groupe.

La même logique que les marchés financiers : la rentabilité à court terme, la rémunération maximale des actionnaires au détriment de celle des salariés ; il s'agit de sacrifier l'intérêt général à quelques intérêts particuliers.

Toujours ce même discours pour justifier les fermetures de sites, cessions ou restructuration ou simplement pour entretenir la peur de perdre son emploi sur les salariés afin de les exploiter au maximum.

Il est urgent qu'Unilever change de stratégie, à ce rythme-là dans quelques années, il n'y aura plus d'usines Unilever en France.

La stratégie de réduction des coûts imposés par Unilever pèse sur l'emploi, nos forces de vente, sur l'outil industriel et notre bien-être!

Pour les usines, augmentation de la polyvalence à outrance, flexibilité, manque de reconnaissance salariale, précarisation, réduction des stocks impactant énormément nos conditions de travail...

Au siège, les problématiques de charge de travail des salariés qui vont être impactées par la reprise de la charge de travail des postes supprimés, la non-reconnaissance par rapport aux perspectives de promotions, sont des réalités dans l'entreprise où les emplois sont détruits chaque année, « 13 PSE en 15 ans avec 1 200 suppressions de poste, dont 2 consécutifs en 2018 et en 2019 » !

Avec le seul but d'accroître la rémunération des actionnaires, les usines et le siège doivent continuellement se serrer la ceinture afin de remonter du cash toujours plus vite,

Unilever est insatiable.

Nos cadres dirigeants ne reculent devant rien pour répondre à leurs exigences !

Face au chantage de l'emploi, devrions-nous tout accepter ?

Les salariés ne doivent plus être la variable d'ajustement.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons toutes les raisons de se révolter !!!

Les élus du Comité Groupe France Unilever appellent les salariés à un mouvement de grève de 4 heures dans toutes les usines et siège de 11H00 à 15H00 le mercredi 18 novembre 2020.

Une prise de parole aura lieu à 13H20.

Il est temps de faire comprendre à Unilever, qu'il est urgent de mettre en place une autre politique sociale, l'attrition ne peut être l'unique réponse.

Les salariés doivent être replacés au centre des priorités. Pour une meilleure répartition des richesses.

